

**Aysen UYSAL**

Paris-I Panthéon-Sorbonne / CRPS, 4<sup>e</sup> année de thèse en Science Politique, sous la direction de Michel OFFERLE

6, Rue Ernest Cresson 75014-Paris

01 45 40 48 17

Email : [auysal@club-internet.fr](mailto:auysal@club-internet.fr)

**« REBELLES DU MONDE ENTIER UNISSEZ-VOUS ! » L'EXEMPLE DU GROUPE « ANTIKAPITALIST » DE TURQUIE<sup>1</sup>****Résumé**

Depuis quelques années, notre monde connaît une nouvelle vague de mobilisations dans lequel s'inscrit le mouvement dit « antimondialiste » ou « altermondialiste ». Ces mobilisations anti/altermondialisation sont à l'origine d'un échange transnational d'expériences et de savoirs entre les militants de divers pays. Ainsi, les villes de rassemblement des anti/altermondialistes deviennent les lieux où des idées politiques et des stratégies convergentes se rencontrent. Dans ce cadre, l'étude du groupe Antikapitalist, le groupe qui participe à ces manifestations transnationales, permet d'approcher trois problématiques différentes : celui des coûts de la mobilisation, celui de la primauté de certains courants politiques dans la mise en forme du mouvement et enfin celui de l'internationalisation des causes. L'exemple d'Antikapitalist permet d'interroger les articulations à l'œuvre entre les mobilisations nationales et les mobilisations transnationales.

Depuis quelques années, notre monde connaît une nouvelle vague de mobilisations dans lequel s'inscrit le mouvement dit « antimondialiste » ou « altermondialiste ». Ce mouvement ressemble à une mosaïque de mouvements sociaux, qui a entraîné une large discussion sur les termes de sa dénomination. Les chercheurs, les médias, voire les groupes protestataires eux-mêmes ne s'accordent pas sur un seul terme. S'agit-il de mobilisations « antimondialistes » ou « altermondialistes » ? Le mot « antimondialisation » a généralement été utilisé pour désigner le mouvement, mais plus récemment certains chercheurs et certaines organisations ont pensé que cette dénomination servait avant tout à le discréditer. Il leur fallait créer une autre appellation, de façon à préciser que ses membres ne sont pas « antimondialistes », mais plutôt contre la forme de mondialisation néolibérale et qu'ils visent à proposer une alternative à celle-là<sup>2</sup>. Ainsi, le mot « altermondialiste » a été intégré dans le vocabulaire savant et militant. Cependant, il me semble que supprimer le préfixe « anti » revient d'une certaine manière à relativiser le caractère protestataire du mouvement. En effet, la dénomination « altermondialiste » ne permet pas d'une part de rendre compte de la diversité des groupes qui composent le mouvement, ni d'autre part de mettre en valeur la complexité à la fois de leurs motifs et du répertoire d'actions<sup>3</sup> qu'ils mobilisent. A

---

<sup>1</sup> Je remercie Daniela Cuadros Garland qui a consacré un temps considérable à la lecture des versions préliminaires.

<sup>2</sup> C'est ce que soulignent d'un autre point de vue C. Losson et P. Quinio lorsqu'ils avancent que l'usage du terme « antimondialiste » est un contresens, puisque la majorité des groupes participants prétendent être internationalistes, voire mondialistes, alors que ce qu'ils font c'est essentiellement dénoncer les formes et les pratiques de la mondialisation actuelle. C. Losson, P. Quinio (2002), p.19.

<sup>3</sup> « Un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorités, en rendant un ensemble de moyens d'action limités plus pratique, plus attractif,

l'instar de B. Mésini, il faut souligner le caractère distinct, mais néanmoins complémentaire des préfixes « anti » et « alter » : « *les premiers seraient rétifs à l'ordre social, politique et juridique imposé par le libéralisme et la dérégulation des marchés, quand les seconds seraient attachés à la mise en pratique de modes d'existence alternatifs, garants des milieux physiques, humains et de leurs cultures comme dépositaires d'un monde hérité* »<sup>4</sup>. Si ce qui est en jeu ici est la formation d'un nouveau mode de militantisme, la difficulté à réfléchir aux dynamiques de définition politique à l'œuvre réside dans le risque de figer des catégories d'identification des militants, des organisations et du mouvement lui-même. On a vu par exemple, à Annemasse en juin 2003, une différenciation assez forte entre les groupes « alternatifs » et les groupes « protestataires ». Si les premiers semblaient plus motivés par la possibilité de partager un moment de vie ensemble au sein du « village » ou par la création d'un « nouveau petit monde » pour vivre comme ils l'entendent, les seconds affirmaient de manière plus notoire le motif initial du rassemblement : empêcher la réunion du G8 à Evian, notamment par le biais du blocage. On peut d'ailleurs noter que l'ambiance communautaire de cette mobilisation transnationale à Annemasse a sans doute contribué à intégrer plus facilement qu'auparavant le préfixe « alter » au détriment de celui d'« anti ». Or, si le débat sur la dénomination du mouvement ne s'est pas forcément dénoué à ce moment-là, il reste que le chercheur doit se positionner par rapport aux dimensions savantes et militantes des termes utilisés. Pour ma part, j'utilise ici les deux préfixes ensemble tel que « anti/altermondialisation », car il me semble que l'absence d'un des deux néglige forcément un des aspects du mouvement, qui est non seulement *internationaliste* (« alter ») mais aussi *anticapitaliste* (« anti »).

En Turquie, alors même que la discussion sur la définition de ces mobilisations transnationales a été importée par la revue *Birikim*<sup>5</sup> en 2001<sup>6</sup>, le terme le plus fréquent parmi les militants et les intellectuels concernés est celui d'antimondialisation. Or, le groupe *Antikapitalist* qui fait l'objet de cette communication, le seul à mobiliser des militants résidant en Turquie en dehors de ses frontières, préfère utiliser les termes « anticapitaliste » et/ou « résistance mondiale » pour désigner les motifs des mobilisations transnationales auxquelles il participe. La discussion sur la dénomination du mouvement suit donc là son propre cours.

L'étude du groupe *Antikapitalist* permet d'approcher trois problématiques différentes : celui des coûts de la mobilisation, celui de la primauté de certains courants politiques dans la mise en forme du mouvement et enfin celui de l'internationalisation des causes. Tout d'abord, l'exemple d'*Antikapitalist* permet d'interroger les articulations à l'œuvre entre les mobilisations nationales et les mobilisations transnationales. Quels sont en effet les *coûts*<sup>7</sup> de cette articulation pour les organisations et les mouvements locaux et nationaux ? Cette étude offre également la possibilité à la fois de se demander pourquoi ce sont les organisations trotskistes qui constituent un groupe significatif au sein des mobilisations anti/altermondialisation et, étant données les difficultés politiques et administratives qui s'imposent aux citoyens pour quitter le territoire national en Turquie<sup>8</sup>, cette étude conduit à se poser la question de savoir comment un petit groupe turc réussit-il à franchir les frontières pour rejoindre le mouvement

---

*et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts* ». Cf. Charles Tilly (1984), p. 99.

<sup>4</sup> B. Mésini, (2003), p. 85.

<sup>5</sup> Revue socialiste, mensuelle. Elle est un des organes de diffusion de la 'nouvelle gauche' en Turquie.

<sup>6</sup> Anti/Alternatif Küresellesme (Anti/Altermondialisation), *Birikim*, n° 148, août 2001.

<sup>7</sup> G.L. Wiltfrang et D. McAdam (1991), J.G. Contamin (2001).

<sup>8</sup> Les politiques sécuritaires anti-immigration des pays occidentaux ont durci l'obtention d'un visa pour les citoyens de Turquie, car il s'agit d'un pays dans lequel l'expatriation reste fréquente pour des raisons économiques et politiques depuis des années 1960.

anti/altermondialisation. Les différences entre les mobilisations anti/altermondialisation et les mobilisations, les solidarités et les réseaux internationaux qui les précèdent dans le temps constituent également un enjeu crucial pour l'analyse. Si on observe cette différence à partir du cas de la Turquie, la nouveauté du mouvement anti/altermondialisation me semble proche de l'idée selon laquelle il s'agit de « voyager à l'étranger pour manifester ensemble ». Les réseaux de solidarité au sein du mouvement social turc existaient bien évidemment avant l'émergence des mouvements anti/altermondialisation. Ils se sont tissés notamment dans la réalisation de réunions internationales tels les Congrès Marx et suscitent la participation d'organisations du même type (le *Socialist Workers Party*, le *Socialistiko Ergatiko Komma*, etc.). Mais ce n'est que récemment qu'elles mobilisent leurs militants dans des manifestations de rue à caractère transnational et en ce sens il s'agit d'un phénomène nouveau. Enfin, si les mobilisations des années 1970 restaient surtout « nationales » et que de nos jours elles deviennent plutôt « transnationales », les modèles dominants d'organisation de ces deux époques (le léninisme et le trotskisme) constituent un élément important pour la compréhension de la configuration actuelle. Aussi, sans nier l'importance de la technologie dans la diffusion de l'information, dans cette communication je veux attirer l'attention sur le rôle des mouvements politiques et, principalement, sur la montée du trotskisme comme un courant politique facilitant la transnationalisation de la mobilisation collective. Si on accepte l'idée selon laquelle les organisations trotskistes constituent un groupe significatif dans les mobilisations anti/altermondialistes, on peut sans doute mieux comprendre pourquoi la mobilisation des jeunes générations caractérise le mouvement. Il s'avère en effet que le trotskisme trouve ses militants au sein de la jeune génération et des jeunes intellectuels<sup>9</sup>. Ce constat peut ainsi être situé au cœur de la discussion sur l'identification de ces mobilisations. Et *Antikapitalist* étant un groupe trotskiste qui vise essentiellement l'internationalisation des causes, son analyse me permet d'ouvrir la réflexion en ce sens.

Les luttes anti-impérialistes et anti-américaines ont un poids important dans l'histoire politique du mouvement social turc. Dans les années 1950, elles s'érigent contre ce qui est perçu par les groupes politiques contestataires comme une « intervention américaine dans les politiques intérieures de la Turquie ». Entre 1923 et 1946, sous le système de parti unique, le Parti Républicain du Peuple (CHP) adopte une économie politique étatiste et nationale. Mais, après le passage au multipartisme en 1946, le Parti Démocrate qui arrive au pouvoir en 1950 se caractérise par la mise en place d'une politique économique plutôt libérale et accepte de recevoir l'aide économique des Etats-Unis, notamment dans le cadre du Plan Marshall. Ainsi, les premières politiques entreprises par le Parti Démocrate, celles de l'opposition à toute sorte de gauche, de l'anti-soviétisme et de l'américanisme à outrance, ouvrent la voie à l'influence politique américaine en Turquie et à une dépendance au plan économique vis-à-vis des Etats-Unis. Dans ce contexte, le mot « impérialisme » entre dans le langage militant turc, notamment pour revendiquer et y opposer le principe de « souveraineté nationale ». L'influence politique des Etats-Unis dans la politique intérieure turque se poursuivant depuis les années 1950, les décennies suivantes connaissent par conséquent des actions protestataires qui se caractérisent par leur anti-américanisme. La protestation contre la sixième flotte américaine en février 1969 (dite *Dimanche Sanglant*) constitue un exemple. Mais si l'influence politique américaine en Turquie date d'une cinquantaine d'années, l'histoire de l'intervention économique et politique du FMI ne débute qu'en 1980, juste avant le coup d'état du 12 septembre, dans le cadre des « mesures économiques du 24 janvier 1980 » adoptées par Turgut Özal<sup>10</sup>. Toutefois, en raison de l'état d'urgence qui a été appliqué à partir de 1980 et

---

<sup>9</sup> L. Figuères (1969), p. 10.

<sup>10</sup> Néo-conservateur, élu Premier Ministre en 1983, devenu ensuite président de la République en 1989 et mort en 1993. Il a également travaillé au sein de la Banque Mondiale entre 1971-1973.

jusqu'en 1987, les manifestations contre le FMI restent peu fréquentes à cette époque. Et ce n'est qu'en 1989 (i.e. les *Manifestations de Printemps* des ouvriers), puis en 1990 (i.e. les grèves et les manifestations des mineurs de Zonguldak) que les rues de la Turquie redeviennent des espaces propices pour manifester des opinions politiques. Ainsi, les manifestations contre la mondialisation économique se multiplient tout au long des années 1990. Or, si elles existent d'une manière souverainiste et qu'elles ont pour référent le cadre national, il faut néanmoins préciser qu'il ne s'agit pas ici du cas de figure d'acteurs qui ne pensent pas « à se contacter entre mouvements de différents pays »<sup>11</sup>, mais plutôt de militants qui ne pensent à agir collectivement si ce n'est dans le cadre de conflits politiques proprement turcs ou reliés à des enjeux politiques nationaux.

Dans ce contexte, je propose l'étude du groupe *Antikapitalist* à travers un travail d'analyse de neuf entretiens approfondis avec des militants du groupe à Ankara, menés durant l'été 2003, mais aussi au moyen d'observations ethnographiques que j'ai faites lors de quatre réunions internes et de deux manifestations de fonctionnaires en Turquie<sup>12</sup>. La première partie de cette communication est centrée sur le profil social et politique des militants anti/altermondialistes en Turquie. La seconde partie est consacrée à la question de l'articulation entre le national et l'international et des résistances que celle-ci suscite au sein du mouvement social turc.

### 1. Des « voyageurs de l'antimondialisation »

Trois modes de participation aux mobilisations anti/altermondialisation peuvent être distingués dans le cas de la Turquie. Le premier concerne les professeurs d'économie et les experts travaillant dans les syndicats qui suivent les Forums Sociaux Mondiaux. En janvier 2003, une quinzaine de ces professionnels, dont trois experts des syndicats et une dizaine de professeurs d'économie, ont participé au troisième Forum Social Mondial à Porto Alegre. A leur retour en Turquie, ils ont transmis leurs expériences dans des articles de journaux<sup>13</sup> ou encore dans des réunions<sup>14</sup>. Les deux autres modes de participation aux mobilisations anti/altermondialistes concernent plus particulièrement les militants syndicaux et politiques. On peut distinguer deux types de militants : ceux qui vivent en Turquie quittent le territoire national pour se mobiliser à l'étranger et ceux qui se trouvant en exil représentent une organisation turque au sein du mouvement transnational. Ces derniers appartiennent surtout à des partis politiques clandestins turcs, mais pas uniquement, puisqu'ils mobilisent également des militants en exil, tel que le Parti-Front Révolutionnaire de la Libération du Peuple (*Devrimci Halk Kurtulus Partisi*, DHKP/C) ou le Parti Communiste de Turquie Marxiste Léniniste (*Türkiye Komünist Partisi-Marksist Leninist*, TKP-ML). Or, en Turquie, jusqu'à la manifestation contre le Sommet du G8 à Evian, à l'exception du groupe *Antikapitalist*, aucune autre organisation de la Turquie ne mobilise ses militants pour aller manifester à l'étranger. En effet, les militants du groupe *Antikapitalist* sont les seuls à sortir du territoire turc pour agir collectivement. La question qui se pose alors est celle de savoir de quelle manière ils réussissent à se mobiliser en dehors de la Turquie. On peut également s'interroger sur les ressources qui leur permettent de sortir de la scène nationale pour s'ajouter à la contestation transnationale.

#### a) Les élites de la mondialisation : au sujet de l'origine sociale des militants anti/altermondialisation d'*Antikapitalist*

<sup>11</sup> G. Erdi Lelandais (2002), p. 21.

<sup>12</sup> Les 20 et 23 août 2003.

<sup>13</sup> Voir Özlem Onaran, « Esperança : iradenin iyimserligi », *Radikal* 2, le 9 février 2003.

<sup>14</sup> Notamment, une réunion a été organisée par l'Association turque de sciences sociales, le 16 avril 2003, qui a permis d'ouvrir une série de débats entre les universitaires participants sur des sujets afférents à l'anti/altermondialisation.

La formation du groupe *Antikapitalist* date de 1997. Il est formé de soixante militants, dont cinq cadres. Depuis la manifestation contre le FMI à Prague, le 26 septembre 2000, cette organisation politique participe à toutes les mobilisations anti/altermondialisation. Filière du *Socialist Workers Party* (SWP) britannique et membre de la *Tendance Socialisme International*, elle change son nom précisément suite à la manifestation de Prague : autrefois appelée « Démocratie Ouvrière » (*L\_çi Demokrasisi*), elle prend le nom d'« *Antikapitalist* »<sup>15</sup>. Sa participation à la manifestation du 1<sup>er</sup> mars 2003 à Ankara contre le vote d'une éventuelle résolution de l'Assemblée Nationale en faveur de l'envoi de soldats tuks en Irak, constitue un nouveau tournant pour ce groupe politique. On peut parler depuis lors de l'émergence d'une « nébuleuse » de nouveaux sympathisants qui se greffent autour de cette organisation. Il s'agit d'ailleurs du seul groupe turc à avoir participé aux manifestations anti/altermondialisation à Gênes en 2001. Il se caractérise par ses idées trotskistes et par les propriétés sociales de ses militants, dont la majorité sont des jeunes étudiants universitaires, urbains, appartenant à la classe moyenne ou à des milieux favorisés en Turquie. Dès le début de la formation du groupe, ses membres affichent une approche globale et internationale qui marque leurs activités : les titres de deux campagnes menées à l'Université Technique du Moyen Orient à Ankara « *Pense global, l'alternatif existe !* » et à l'Université d'Istanbul « *Le budget à l'éducation et non pas au FMI !* »<sup>16</sup>, permettent au groupe de prendre position au sein du mouvement social turc au gré de l'internationalisation des causes. Ces deux mobilisations nationales ont précédé des mobilisations internationales et transnationales : les Congrès Marxistes à Londres et les mobilisations anti/altermondialisation à Prague, Nice, Florence, Gênes, Evian et Salonique.

Sidney Tarrow souligne le caractère élitaire des mobilisations anti/altermondialisation. Elles sont largement composées par des élites du Nord qui ont les moyens de voyager à l'étranger, qui parlent des langues étrangères et qui possèdent des compétences techniques, professionnelles et intellectuelles qu'elles mettent au service des causes qu'elles défendent<sup>17</sup>. Les militants d'*Antikapitalist* entrent tout à fait dans cette catégorie. On peut distinguer quatre groupes au sein du groupe. Il s'agit d'abord des *leaders* du mouvement, ensuite de trois générations de militants. La première et la deuxième génération se distinguent en fonction de la maîtrise de langues étrangères de leurs membres. La difficile obtention d'un visa pour aller dans un pays étranger sert aussi à l'identification de ces trois groupes : les leaders, la première et la troisième génération ne rencontrent pas de difficulté pour obtenir un visa, or la deuxième génération se trouve face à de multiples entraves pour pouvoir franchir les frontières de la Turquie. L'obtention d'un visa devient alors décisive dans la construction des militants d'*Antikapitalist*, car les voyages dans les pays étrangers constituent une des motivations pour l'engagement politique. Contrairement aux militants de base, les cinq leaders d'*Antikapitalist*, deux femmes et trois hommes, dont un de nationalité anglaise, ne sont pas des étudiants : il s'agit de deux enseignants universitaires, d'une institutrice, d'une journaliste/traductrice et d'un ingénieur qui ont environ quarante ans et qui se sont intégrés au SWP soit en Angleterre (pour quatre d'entre eux), soit au Etats-Unis

---

<sup>15</sup> Une initiative a été créée à Ankara, *Initiative Antimondialiste d'Ankara*, pour pouvoir envoyer une délégation à Prague et organiser un sommet alternatif. Elle est formée de trente organisations telles que l'Union des chambres des architectes et des ingénieurs (TMMOB), la Confédération des syndicats des travailleurs du secteur public (KESK), Halkevleri (Maisons de peuple), le Théâtre d'art d'Ankara (AST), les acteurs de Can Senligi, un groupe d'anarchistes, le Groupe d'écologie sociale, le Parti de la solidarité et de la liberté (ÖDP), Antikapitalist, l'Union des médecins (TTB), Université libre, la Confédération des syndicats révolutionnaires des ouvriers (DISK), etc.

<sup>16</sup> Actuellement, le groupe a deux sièges, l'un à Istanbul, l'autre à Ankara.

<sup>17</sup> S. Tarrow, (2000), p.208.

(pour le dernier). Qu'ils soient chercheurs à l'université, ingénieur dans le secteur privé ou conjoint d'un ressortissant anglais, grâce à leur statut social, les leaders du groupe n'ont pas de problèmes pour obtenir des visas pour se rendre à l'étranger. La première génération de militants comprend des étudiants qui font leurs études dans une grande université anglophone et ankaraiote (ODTU, l'Université Technique du Moyen-Orient). Selon un des leaders du groupe, la caractéristique principale de cette génération est que ses membres n'ont pas de problèmes pour obtenir un visa, c'est-à-dire que les cadres du groupe les font voyager à l'étranger sans difficultés, car ces jeunes maîtrisent bien une langue étrangère<sup>18</sup>. Par contre, issue des universités turcophones, comme l'université Hacettepe et l'université d'Istanbul, la deuxième génération de militants ne maîtrise pas couramment une langue étrangère et il est par conséquent plus difficile à ses membres d'obtenir un visa. On peut parler d'une troisième génération de militants au sein d'*Antikapitalist* surtout après la manifestation du 1<sup>er</sup> mars 2003. Cette génération comprend en majorité des étudiants stambouliotes, appartenant à des universités caractérisées par l'absence de mouvements politiques estudiantins. Ainsi, contrairement au cas des étudiants de la deuxième génération, provenant de l'université d'Istanbul et de ceux d'ODTU qui sont héritiers d'une mémoire de mobilisations universitaires propres aux années 1960 et 1970, l'appartenance politique des membres de cette troisième génération ne s'inscrit pas dans une « culture » d'engagement politique universitaire de longue date. L'université du Bosphore (anglophone) constitue un clair exemple de cela. Un des leaders du mouvement recense ainsi les caractéristiques principales de cette nouvelle génération : *« ils ont des idées autonomes et ils donnent beaucoup d'importance à la liberté individuelle. Ils préfèrent les arguments internationaux aux revendications nationales. Ils sont fortement opposés au nationalisme, mais ils sont solidaires. Ils aiment les différences et la créativité (surtout au niveau de slogans, des banderoles, etc.). Ils veulent avoir un résultat concret à la suite d'une mobilisation, c'est pour cette raison qu'ils regardent l'action directe avec une certaine sympathie. Le 1<sup>er</sup> mars constitue un bel exemple de cela : la gauche traditionnelle les voit comme un 'troupeau de bovins apolitiques', or même s'ils tournent leur dos à la gauche traditionnelle, ils sont tout à fait politiques. Ils représentent environ mille personnes, mais cinq mille personnes peuvent être englobées. Ils sont apparus plutôt pendant les manifestations anti-guerre... »*<sup>19</sup>. Outre ces caractéristiques, leur engagement auprès d'une organisation ou d'un mouvement reste assez difficile à cerner, parce qu'ils peuvent changer facilement d'organisation. C'est pourquoi on peut penser que la définition de leur appartenance reste encore en formation. En ce sens, le témoignage suivant d'un jeune qui change d'organisation pendant une manifestation pour mieux définir sa position est révélateur :

*« Özdeniz- J'ai quitté mes amis, avec lesquels je suis venu à Gênes, pour rejoindre le « Bloc Rose » que je trouve plus amusant et créatif... [Au sein de Bloc Rose] Nous avons considéré que notre présence constitue un pas vers l'égalité, la liberté, la citoyenneté mondiale, le respect de cultures différentes et la lutte contre la répression. Et nous avons décidé de faire une action protestataire créative contre le G8, mais sans porter le logo de n'importe quelle organisation, etc. D'un autre côté, nous avons aussi déterminé qu'il n'y a pas de place parmi nous pour les héros, les leaders et les machos»*<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Entretien avec Ceren, femme, institutrice, 40 ans, Ankara, le 20 août 2003. Les noms ont été changés pour respecter l'anonymat des personnes interrogées.

<sup>19</sup> Entretien avec Ceren, le 20 août 2003.

<sup>20</sup> T. Uzun, (2001), p. 33.

Ces jeunes peuvent aussi être dans une recherche d'appartenance inachevée :

« **Nadir-** Jusqu'à aujourd'hui, j'ai participé uniquement aux manifestations à Salonique. Là-bas, j'ai découvert que je suis plutôt proche des anarcho-syndicalistes... Je ne crois pas que dans tous les cas la violence soit inutile, elle peut être absolument nécessaire dans certaines situations... »<sup>21</sup>.

Les militants d'*Antikapitalist* sont issus de la classe moyenne. A l'exception d'un d'entre eux<sup>22</sup>, les quinze militants que j'ai rencontrés à Ankara sont des enfants de fonctionnaire. D'après le témoignage d'un leader, sur les soixante militants du groupe, seul Nilay<sup>23</sup> appartient à une famille ouvrière. Le fait d'appartenir à la classe moyenne et la fréquentation de milieux estudiantins constituent donc des variables pour l'identification des militants de ce groupe. Mais leur style de vie constitue également un élément clef pour identifier les caractéristiques du groupe. C'est précisément ce qui les distingue des militants de la gauche traditionnelle, également issus de la classe moyenne. La liberté dans les relations homme/femme, l'acceptation du concubinage, l'acceptation des militantes qui se maquillent, des militants aux cheveux longs et de l'usage de boucles d'oreille, etc., distingue ces militants des autres militants turcs. Plus largement, le fait que la troisième génération de militants d'*Antikapitalist* soit en formation est la trace d'une nouvelle forme de militantisme politique.

Les caractéristiques de ses militants d'*Antikapitalist*, en particulier un style de vie plus proche du mode européen, va de pair avec un regroupement politique qui se définit à la fois contre l'ancien modèle du militantisme révolutionnaire et contre les motifs souverainistes qui caractérisent la gauche traditionnelle turque. Mais on ne peut comprendre ce phénomène sans analyser leurs approches politiques qui permettent de la construction de ce type d'engagement politique en Turquie.

## b) Le rejet du l'ancien modèle du militantisme et du souverainisme

Malgré la constitution du trotskisme sur des bases antiléninistes, les organisations trotskistes turques adoptent paradoxalement le modèle d'organisation léniniste. Ce paradoxe apparaît comme un résultat de « l'importation d'idées » politiques au sens de Pierre Bourdieu et d'Yves Dezalay. Un tel transfert n'est pas univoque<sup>24</sup>. Et si les organisations trotskistes sont en nombre minoritaire dans ce pays, c'est que les modèles d'organisation léniniste et staliniste ont été historiquement dominants. On peut noter en particulier que le plus grand parti politique trotskiste, le TKP (Parti Communiste de Turquie) ancien SIP (Parti du Pouvoir Socialiste), s'organise sur un modèle de parti à la fois *d'avant-garde* et *hiérarchique*. En revanche, même s'il se veut aussi une « initiative de parti », le groupe *Antikapitalist* se forme contre ce modèle d'organisation. Comparée aux modes traditionnels d'organisation de la gauche révolutionnaire turque, la hiérarchie au sein du groupe apparaît moins forte, voire souple. L'aspect organisationnel distingue de ce fait *Antikapitalist* des autres organisations politiques de gauche existantes actuellement en Turquie. Ses militants préfèrent s'investir en son sein parce qu'il offre une certaine souplesse dans les modes d'engagement. Les militants d'*Antikapitalist* s'organisent en « réseau » (a<sub>1</sub>). Ils partent de l'idée que seul

---

<sup>21</sup> Entretien avec Nadir, homme, étudiant en physique, 21 ans, le 18 août 2003.

<sup>22</sup> Hidayet, homme, étudiant en philosophie, 25 ans, fils d'un ouvrier, Ankara, le 6 septembre 2003.

<sup>23</sup> Elle est la seule personne qui a plus de quarante ans et l'ex-éditrice du journal.

<sup>24</sup> Voir P. Bourdieu (2002) ; Y. Meny (1993) ; Y. Dezalay & B.G. Garth (2002).

ce mode d'organisation peut servir à l'élargissement du mouvement. On peut entendre par « réseau » ce que M. Keck et K. Sikkink définissent comme des structures légères et des modes volontaires, réciproques et horizontaux de communication et d'échange<sup>25</sup>. Les leaders d'*Antikapitalist* conçoivent que leur réseau se construit sur la base de la contribution de chaque militant, autrement dit que chaque militant contribue à l'augmentation du nombre des nouveaux militants en invitant des personnes autour de lui<sup>26</sup>. Ils visent ainsi à un militantisme actif et à mobiliser l'écheveau des relations personnelles de leurs militants.

Dans cette configuration, on peut distinguer deux modes d'engagement : le premier comprend des étudiants qui n'ont pas connu d'engagement politique antérieur à leur participation dans *Antikapitalist*, le second concerne des étudiants dont la trajectoire politique antérieure est marquée par le modèle de militantisme propre à la gauche révolutionnaire turque. Le point commun entre ces deux types de trajectoires militantes renvoie à une forte critique des formes hiérarchiques d'organisation et, de fait, *Antikapitalist* privilégie l'appel à des étudiants n'ayant pas eu une appartenance politique et organisationnelle précédant leur intégration dans le groupe.

Le rejet de toute sorte de nationalisme est un motif principal pour ces militants, ce qui doit être mis en relation avec leur manière d'agir en politique, puisqu'ils s'opposent fondamentalement à ce que je suis tentée d'appeler « les nationalistes de gauche ». La question qui se pose alors est celle de savoir comment faire de la politique *internationale* voire *mondialiste*, dans un pays où le souverainisme reste une priorité pour la gauche. En Turquie, la dette extérieure est importante, tout comme l'influence de la Banque Mondiale et des Etats-Unis sur les politiques intérieures; or les mobilisations anti/altermondialisation sont encore minoritaires.

*« En Turquie, uniquement une lutte locale peut faire descendre les gens dans la rue ! C'est pour cette raison qu'il ne faut pas comparer cette manifestation à celles qui s'ajoutent aux mobilisations antimondialisation européennes et nord-américaines. Les actions protestataires ne peuvent devenir massives qu'en mettant en avant les questions locales... La guerre n'est pas encore devenue une question locale pour la Turquie, elle ne la concerne pas directement. Mais dès qu'elle le deviendra, les manifestations seront plus massives »*<sup>27</sup>.

L'enquête que j'ai effectuée lors de la manifestation de rue<sup>28</sup> du 9 novembre 2001<sup>29</sup> contre les politiques du gouvernement et le sommet de l'OMC à

---

<sup>25</sup> M. Keck et K. Sikkink, p. 100.

<sup>26</sup> *S\_f\_r. Do\_rudan eylem a\_lar\_n\_ \_rüyör* (Zéro, l'action directe constitue ses réseaux), brochure.

<sup>27</sup> Entretien avec Sedat, avocat, entretien lors de la manifestation anti-guerre du 22 décembre 2002.

<sup>28</sup> Dans cette manifestation d'environ de dix mille personnes, j'ai appliqué 81 questionnaires avec la collaboration de quatre étudiants de la Faculté de Communication de l'Université d'Ankara. En raison d'un refus élevé à y répondre, l'enquête s'est révélée difficile. La raison de ce refus est que les manifestants n'ont pas l'habitude d'être questionnés lors d'une manifestation et qu'ils ne voulaient pas être l'objet d'une recherche faite par une chercheuse rattachée à une université étrangère.

<sup>29</sup> Tandis que le 9 novembre a été déclaré « Journée d'action mondiale des travailleurs » par la Confédération Internationale des Syndicats des Ouvriers (ICFTU), le 10 novembre le même type de manifestation a été organisé à Paris contre l'OMC et la mondialisation. Ainsi, parallèlement à



Qatar<sup>30</sup>, montre l'importance des questions nationales. D'un côté, les organisateurs font appel à la mobilisation en unissant une question nationale à des enjeux internationaux. D'un autre côté, la majorité des manifestants se mobilisent pour protester contre le gouvernement, mais ne semblent pas être au courant du sommet de l'OMC<sup>31</sup>. En outre, malgré le fait que l'influence du FMI sur la fixation des salaires des fonctionnaires soit une question concrète et qu'elle peut éventuellement constituer une opportunité politique pour mobiliser les gens, les dettes des pays en voie de développement sont loin d'être une question proche et mobilisatrice en Turquie. En essayant d'articuler l'agenda politique des mobilisations anti/altermondialisation à l'agenda politique de la Turquie, *Antikapitalist* essaie d'affranchir le seuil du national. Cependant, il compte sur peu de ressources : étant donné le petit nombre de ses militants, la diffusion de son journal est réduite<sup>32</sup> et le groupe ne compte pas sur des alliances avec d'autres organisations. Tout cela fait que les moyens de diffusion qu'il se donne sont inefficaces. Cette faiblesse relative d'*Antikapitalist* dans le mouvement social turc donne à penser que, dans les conditions actuelles, les problèmes socio-économiques ne passant pas par le national sont condamnés à rester marginaux en Turquie, ce qui révèle une articulation problématique entre les motifs des mobilisations locales et nationales et les motifs des mobilisations internationales et transnationales.

## 2. L'articulation « problématique » du local à l'international

Comment les mobilisations anti/altermondialisation sont-elles importées en Turquie ? On sait que les revendications internationales n'entraînent pas automatiquement la formation de réseaux internationaux, ni l'articulation entre le national et l'international, mais quelle est la *structure des opportunités politiques*<sup>33</sup> à l'œuvre dans ce cas en Turquie ? Quels sont en outre les facteurs qui facilitent l'articulation d'*Antikapitalist* aux réseaux de l'anti/altermondialisation ?

Les passeurs de l'anti/altermondialisation en Turquie importent des idées et des pratiques mais non pas le « champ de production<sup>34</sup> » des mobilisations, puisque celles-ci émergent dans un autre contexte politique. C'est bien la production de ce type de mobilisation en Turquie qui reste problématique. Divers éléments se conjuguent qui rendent cette production difficile. On peut citer entre autres les problèmes matériels des frais de voyage et de l'obtention d'un visa. Mais surtout c'est de l'état du mouvement social turc dont il s'agit, notamment en ce qui concerne les effets d'une vision plutôt nationaliste ou souverainiste plutôt qu'internationaliste des sources de la mobilisation sociale. Parmi les éléments qui rendent particulièrement difficile l'articulation entre les mobilisations nationales turques et les mobilisations transnationales au moins trois peuvent être relevés :

---

mon enquête à Ankara, une autre enquête a été effectuée à Paris sous la direction de Nonna Mayer.

<sup>30</sup> Selon les résultats de mon enquête, il s'agit à Ankara d'une manifestation « classique », dans laquelle les syndicats et les personnes ayant entre 34 et 44 ans avaient un poids essentiel et 48 % des participants étaient ouvriers. Par contre, à Paris, les résultats de l'enquête sont bien différents de ceux d'Ankara : ce sont plutôt des associations et des jeunes qui ont un poids essentiel dans la manifestation et, aussi de la participation massive de cadres (43.7% de cadres contre 8.3% d'ouvriers). Les résultats de l'enquête à Paris ont été présentés lors du séminaire dirigé par Nonna Mayer à l'IEP de Paris, le 22 janvier 2002.

<sup>31</sup> « *Le sommet de l'OMC ? Je ne suis pas au courant... De toute façon je suis venue pour protester contre le gouvernement...* », entretien avec une manifestante de quarante ans le 9 novembre 2001.

<sup>32</sup> Le tirage du journal *Antikapitalist* se varie entre 600 et 700 exemplaires.

<sup>33</sup> S. Tarrow (1996), O. Fillieule (1997).

<sup>34</sup> P. Bourdieu, op. cit., p. 4.

- 1) le manque de coordination multisectorielle au plan national qui empêche la mobilisation au niveau international,
- 2) la faiblesse de la « nouvelle gauche » face à une « gauche traditionnelle », mais également la présence d'une guérilla malgré l'élimination de cette dernière dans les pays occidentaux et dans beaucoup d'autres,
- 3) l'importance donnée à la notion de discipline dans les organisations politiques et le scepticisme des anciens militants turcs face à l'émergence de nouvelles structures flexibles à image des organisations anti-altermondialistes en Europe.

En effet, face à la formation d'une aile turque dans les mobilisations anti/altermondialistes, le scepticisme des organisations de gauche en Turquie au sujet des mobilisations anti/altermondialistes et leur difficulté à former des mobilisations multisectorielles<sup>35</sup> et multiorganisationnelles durcissent tout particulièrement les possibilités d'émergence d'une compétition pour un leadership nouveau.

Toutes les initiatives anti/altermondialistes en Turquie dépendent des volontés des élites universitaires et syndicales. Or, elles n'atteignent pas les objectifs qu'elles se fixent et les échecs se succèdent. C'est par exemple le cas de la tentative de formation d'une filière d'ATTAC à Istanbul à l'initiative d'Ahmet Insel, professeur d'économie à Paris-I et à l'université de Galatasaray. C'est également le cas de l'initiative de formation du Forum Social de Turquie lancée par Erinç Yeldan, professeur de l'économie à l'université de Bilkent à Ankara, suite à sa participation au troisième Forum Social Mondial à Porto Alegre. Par contre, la visite de José Bové à Istanbul sur l'invitation d'Ahmet Insel et de celle de Susan George à Ankara organisée par le Syndicat Harb-Is, peuvent être considérées comme deux événements importants au plan des opérations de transfert des idées et des pratiques du mouvement anti/altermondialiste en Turquie. Il me semble par conséquent qu'il faut discuter ici des enjeux de l'importation des idées et des pratiques propres aux mobilisations anti/altermondialiste, ainsi que des problèmes d'acceptation et de refus que rencontrent les passeurs de l'anti/altermondialisation en Turquie.

#### **a) « Importer les idées et les mobilisations » : la recherche d'une étincelle au niveau international pour mobiliser le pays d'origine**

L'importation se fait par deux biais : la traduction de textes fondateurs de l'antimondialisation d'une part, et le témoignage d'acteurs tucs concernant leur participation aux mobilisations transnationales d'autre part. Si la traduction apparaît d'abord, le témoignage la remplace ensuite dans l'espace local, éditorial et militant.

Plusieurs articles et travaux sur l'anti/altermondialisation ont été traduits en turc. La traduction est un instrument stratégique visant l'importation des mobilisations anti/altermondialisation en Turquie. Dans un premier temps, la traduction de certains articles comme ceux de Christophe Aguiton, Naomi Klein, Tony Cliff ou Chris Harman sont publiés dans des revues politiques tel que *Antikapitalist* ou *Birikim*. Puis dans un second temps, la traduction concerne des ouvrages de personnes connues au sein du mouvement : parmi eux, *Empire* de M. Hardt et A. Negri, *Le Monde n'est pas une marchandise* de J. Bové et de F. Dufour, *FMI, la Banque Mondiale, mondialisation et résistance* de Chris Harman. Il s'agit là,

---

<sup>35</sup> M. Dobry (1992).

à mon avis, d'une *fabrique de traduction* ayant pour but l'importation des idées et parallèlement des pratiques des mobilisations anti/altermondialistes. Pour mieux opérer ce passage et diffuser les idées du SWP, certains militants d'*Antikapitalist* passent un court ou un long séjour en Grande Bretagne. Ils ont alors la possibilité de perfectionner leur maîtrise de l'anglais et, surtout, d'acquérir une meilleure connaissance des travaux du parti pour mieux les transmettre en turc<sup>36</sup>.

Plus les témoignages des intellectuels et des militants sur leurs expériences dans les mobilisations anti/altermondialisation se multiplient, plus ils les transforment en objets d'une fabrique locale, éditoriale et militante, visant à la réinvention de dispositifs anti/altermondialistes. Cette opération consiste à travailler les enjeux locaux dans le cadre d'une stratégie transnationale. Actuellement, les militants et les intellectuels tucs s'interrogent et discutent sur leur positionnement face à la mondialisation économique et face aux mobilisations anti/altermondialisation. L'enjeu politique que ces échanges suscitent dans le débat national correspond à la mise en cause de l'Etat-nation et du souverainisme<sup>37</sup>. C'est pourquoi les prises de positions de ces acteurs sont perçues en Turquie comme étant à l'origine une sorte de « guerre des idées politiques », cette fois entre les intellectuels de la « gauche libertaire » et ceux de la « gauche nationaliste »<sup>38</sup>.

Dans le cas de la Turquie et probablement dans plusieurs autre pays dits « du Sud » ou à la « périphérie du Nord », l'émergence du mouvement anti/altermondialiste fonctionne à l'inverse de l'exemple des pays européens et nord-américains. Si dans ces derniers, les recherches pour comprendre et pour théoriser le mouvement ont succédé à l'émergence du mouvement, par ailleurs celui-ci surgit dans les premiers après l'importation des théories et des recherches sur l'anti/altermondialisation. Et comme la définition et la compréhension des mobilisations deviennent cruciales pour prendre part au mouvement, l'importation des idées et des pratiques passe obligatoirement par les intellectuels et par les élites de chaque pays qui ont un accès privilégié à l'international (maîtrise de langues étrangères, accès aux publications, possibilité de se déplacer librement, etc.). En dernière instance, l'objectif de ce transfert est national : il s'agit de mettre fin à la « démobilisation » des citoyens turcs<sup>39</sup>. En effet, les entrepreneurs de mobilisation anti/altermondialisation en Turquie sont à la recherche de mécanismes pour déclencher une nouvelle vague de mobilisations. Leur stratégie les conduit en ce sens à devenir des passeurs qui se rendent à l'étranger pour trouver de nouvelles ressources de mobilisation.

#### **b) Une discussion interne de la gauche en Turquie : « les mobilisations antimondialistes sont-elles réformistes ? »**

---

<sup>36</sup> Entretien avec Gülay, le 12 août 2003.

<sup>37</sup> Voir notamment *Praksis*, n° 5, 7 et *Birikim*, n° 148.

<sup>38</sup> Dans ce texte, le terme de « *gauche libertaire* » est utilisé au sens d'« une variété de la gauche qui admet beaucoup d'importance aux libertés individuelle en matière sociale et politique ». En revanche, l'usage de « *gauche nationaliste* » renvoie à la « gauche qui accorde une priorité à la souveraineté nationale ».

<sup>39</sup> Entre 1989 et 1996, la Turquie connaît une vague de mobilisations pour la démocratisation du système politique. Mais les politiques répressives des forces sécuritaires, notamment lors des mobilisations contre le nouveau type de prisons en 1996 et de celles des étudiants contre la privatisation et la marchandisation de l'éducation fin 1995 et en 1996 ou encore lors de l'émeute de Gazi à Istanbul en 1995 (les actions protestataires émergées en mars 1995 suivant la fusillade d'un café dans le quartier Gazi à Istanbul), ont pour conséquence une forte « démobilisation » qui s'étend jusqu'à aujourd'hui.

Dans un pays où les luttes anti-impérialistes et anti-américaines ont occupé historiquement une place importante, comment les mobilisations anti/altermondialistes sont-elles vues par les divers groupes de gauche ? Faut-il prendre part ou non au mouvement ? L'importation des idées et des pratiques des mobilisations anti/altermondialisation n'implique pas une acceptation automatique dans le mouvement social turc. La plupart des organisations de gauche, en particulier les trotskistes, inscrivent très peu les mobilisations anti/altermondialistes dans leur agenda politique. Selon le témoignage d'un militant d'*Antikapitalist*<sup>40</sup>, si le IP (*L\_çi Partisi, Parti des travailleurs, maoïste*) les rejette complètement, le TKP (*Türkiye Komünist Partisi, trotskiste*)<sup>41</sup> les intègre très difficilement, et le EMEP (*Eme\_in Partisi, Parti du travail*)<sup>42</sup> commence à peine les intégrer. Et d'après Ömer Laçiner, chef de rédaction la revue *Birikim*<sup>43</sup> (intellectuel connu pour ses critiques de l'ancienne gauche), les nationalistes (y compris la gauche nationale, c'est-à-dire la gauche traditionnelle), les courants fondamentalistes et les courants étatistes, réagissent généralement contre l'altermondialisation parce qu'ils ont des choses à perdre au niveau économique, politique et ethnique<sup>44</sup>. Pour le dire autrement, il y a un **coût** que ces mouvements n'osent pas assumer, car dans la mobilisation anti/altermondialiste ils pourraient perdre les **avantages** qu'ils obtiennent dans le cadre national. Ö. Laçiner réduit le problème à un axe « nationalisme-souverainisme- pouvoir »<sup>45</sup>. Mais ce point ne constitue qu'une partie du problème. Au-delà, il faut considérer le poids de la gauche traditionnelle qui soulève les idées ouvriéristes et la manière dont elle se met à l'écart du mouvement anti/altermondialisation, dans lequel la confluence de la classe moyenne, des intellectuels et des élites acquière un caractère nouveau. En dernier lieu, l'articulation entre les mouvements de Turquie et les mobilisations anti/altermondialisation reste l'objet d'une discussion lourde entre la « gauche traditionnelle » et la « nouvelle gauche ». A mon avis, cette opposition fondamentale, ainsi que la crainte d'être accusé de « traître social » ou de « réformiste » en devenant altermondialiste élargit la distance entre ces deux versants de la gauche turque. Par exemple, on peut citer d'un côté un dirigeant de l'IP<sup>46</sup> (Parti des Travailleurs) selon lequel « *au sein de la gauche turque, il y a des groupes qui sont devenus des 'servants' des impérialistes. Ils peuvent être distingués de la manière suivante : ceux qui sont conscients de l'être et ceux qui n'en sont non pas conscients* »<sup>47</sup>. D'un autre côté on peut remarquer que dans une émission diffusée à la chaîne privée TV8, suite aux actions protestataires de Gênes, les militants du Parti des Travailleurs mettent en question l'image des militants d'*Antikapitalist*. En leur demandant « *comment avez-vous trouvé l'argent pour aller à Gênes ? Qui finance vos frais ?* », ils suggèrent que ce petit groupe trotskiste pourrait être un « instrument de l'impérialisme ». Cette formulation rhétorique rappelle le recours à l'anti-propagande par les forces de l'ordre turques, pour lesquelles « *être financé par une organisation étrangère* » a longtemps été utilisé

---

<sup>40</sup> Ceren, le 20 août 2003.

<sup>41</sup> Le successeur du SIP (Sosyalist İktidar Partisi, Parti du pouvoir socialiste).

<sup>42</sup> Ce parti suit la thèse de la MDD (Milli Demokratik Devrim, révolution nationale et démocratique).

<sup>43</sup> Revue politique, qui assume la transmission des nouvelles discussions et des idées depuis les pays occidentaux. Son rédacteur en chef, Ömer Laçiner a vécu longtemps en France.

<sup>44</sup> Ö. Laçiner, (2001), p. 25-27.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> En raison de ses approches 'ultra- souverainistes', ce parti n'hésite pas agir ensemble avec le MHP (ultra- nationaliste) au lieu des organisations de gauche dans la plupart de cas. Selon un dirigeant ils préfèrent agir avec les 'loups gris' au lieu des militants de gauches ayant des liens avec les impérialistes (entretien, le 18 août 2003).

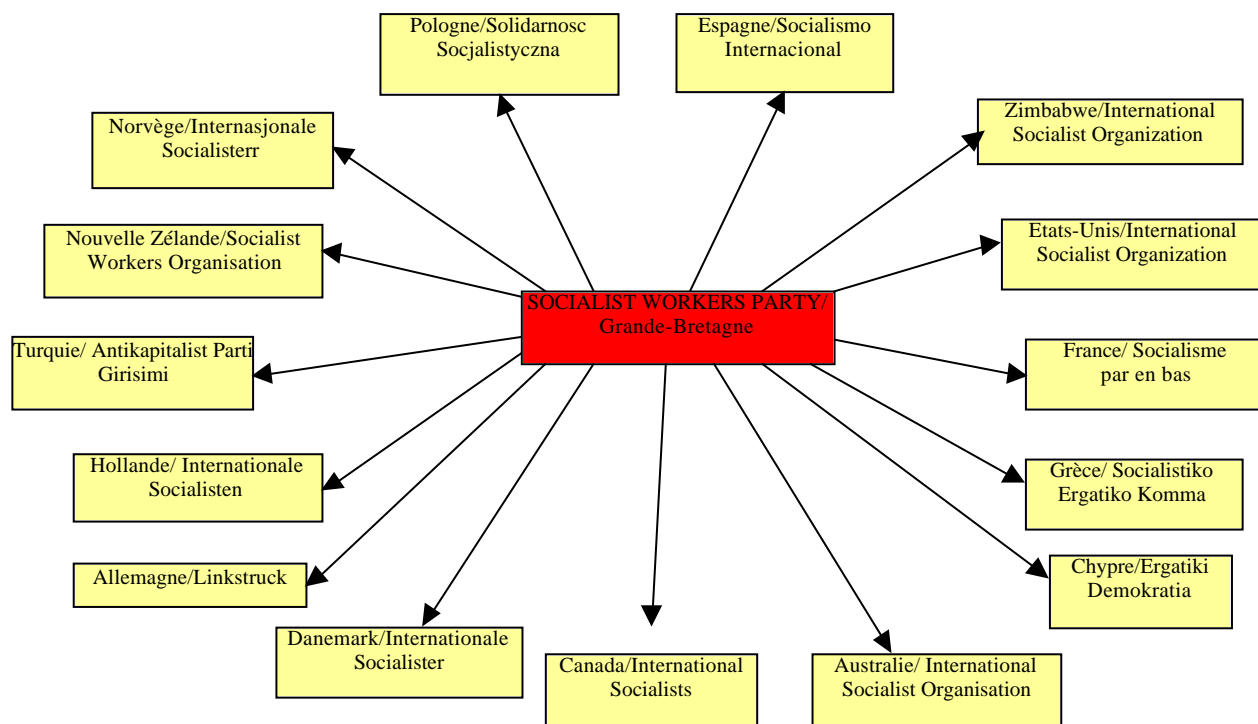
<sup>47</sup> Entretien avec Mesut, le 18 août 2003, Ankara.

pour discréditer les organisations prokurdes et aussi celles de la gauche révolutionnaire.

Quelles sont les ressources qui facilitent l'intégration d'*Antikapitalist* aux mobilisations anti/altermondialisation ? Le réseau (ou les organisations 'sœurs') auquel ce groupe appartient facilite cette articulation. Des objectifs communs, des stratégies et des idées politiques partagées servent à la mobilisation de certaines organisations au sein de ce que je suis tentée d'appeler une « famille politique ». Les militants d'*Antikapitalist* structurent leur appartenance politique dans une double dimension : la dimension « familiale » c'est-à-dire celle de l'appartenance à la Tendance Socialisme International et la dimension « parentale » au sens de la filiation avec le SWP. Ramené au cas de la France, c'est comme si on s'accordait pour dire que les liens au sein de la LCR sont *familiaux*, mais que ceux du SPEB sont *parentaux*. Le réseau du SWP comprend actuellement 16 membres. En partant de l'idée de la diffusion d'une pensée politique, celle du trotskisme, mais plus particulièrement de celle de Tony Cliff, le SWP s'est organisé dans quinze pays différents<sup>48</sup>. Son organisation en Turquie a été réalisée par quatre personnes, dont un Anglais et trois Turcs ayant participé au SWP pendant des séjours prolongés en Angleterre. Leurs activités pour la diffusion des politiques du SWP débutent en 1991, mais jusqu'en 1998 ils vont et viennent entre la Turquie et la Grande Bretagne et, avant de créer leur propre organisation, ils s'investissent dans un autre parti politique avec lequel ils rompent en 1997 en raison de divergences concernant le mouvement islamiste. Le niveau de proximité d'*Antikapitalist* avec le SWP, fait que le premier apparaît comme une organisation rattachée directement à ce parti « fondateur ». D'ailleurs, on peut noter que lors des manifestations anti/altermondialistes, les militants d'*Antikapitalist* marchent dans les cortèges du SWP ou de la Tendance Socialisme International et qu'ils participent aux activités et aux ateliers que ce dernier organise. Les liens directs avec le SWP facilitent également les démarches des militants d'*Antikapitalist* concernant l'accès à l'international.

---

<sup>48</sup> En Irlande, il s'est organisé aussi sous le nom du Socialist Workers Party. C'est pour cette raison que dans le schéma, je n'ai pas considéré ces deux partis comme deux partis différents et je les ai rassemblés dans le cadre de 'Grande-Bretagne'.

Le réseau du Socialist Workers Party<sup>49</sup>

Ainsi, l'appartenance au réseau facilite l'accès à l'international des différentes filières du SWP. Tandis que les intellectuels qui participent aux Forums Sociaux doivent organiser des ateliers pour justifier leur présence, il suffit aux militants d'*Antikapitalist* de s'investir directement dans les activités de la Tendance Socialisme International ou du SWP. Ainsi, ils se trouvent à l'étranger dans une structure déjà construite. A Gênes par exemple, dès leur arrivée, ils rejoignent les tentes de la Tendance Socialisme International. A Evian, le délégué d'*Antikapitalist* prend immédiatement place dans le cortège du SWP. On l'a vu, le scepticisme de la plupart des organisations turques vis-à-vis de l'anti/altermondialisation rend à la fois difficile l'émergence d'une mobilisation multiorganisationnelle au niveau national et l'intégration du national à l'international. Dans ce contexte, la difficulté posée en Turquie est en partie surmontée par le groupe *Antikapitalist* grâce aux ressources de la mobilisation transnationale du réseau SWP.

### c) Importer de nouvelles formes d'action collective et exporter des répertoires défensifs : l'échange transnational

Les travaux en cours sur les mouvements sociaux dans le monde montrent qu'on assiste aujourd'hui à une forte transnationalisation des formes de l'action collective<sup>50</sup>, ainsi qu'à celles du maintien de l'ordre<sup>51</sup>. Les formes de l'action collective protestataire se mélangent avec une fluidité qu'il serait intéressant de

<sup>49</sup> Schème a établi à partir de la liste des organisations sur la page web du SWP.

<sup>50</sup> Cf. J. Siméant (1993), O. Grojean (2003).

<sup>51</sup> Par exemple, pour l'institutionnalisation de maintien de l'ordre dans les divers pays occidentaux voir cf. *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, no : 27.

retracer. D'une part par exemple, en Turquie, des groupes protestataires peuvent recourir à un type d'action qui était très courant sous les dictatures sud-américaines dans les années 1980 : les citoyens turcs le font dans toute la Turquie par le biais d'« *une minute d'obscurité pour une éternité de lumière* » en février et mars 1997. On peut penser que l'usage de la disparition forcée comme instrument de maintien de l'ordre dans les pays où il existe une lutte de guérilla fournit, d'autre part, un exemple de transnationalisation des répertoires de la répression.

Jusqu'à récemment, les manifestations se déroulaient encore dans les limites du national. Or, les mobilisations anti/altermondialisation concrétisent et rendent visible un échange d'idées et de pratiques. Elles constituent en ce sens un lieu de partage de formes efficaces de protestation issues d'un cumul<sup>52</sup> d'expériences nationales. Autrement dit, si autrefois, hormis les camps de formation des guérillas au Moyen-Orient ou en Amérique Latine, des rencontres entre militants de divers pays pour s'informer sur les stratégies contre les structures du maintien de l'ordre étaient rares et que la participation à une action protestataire n'était pas envisagée, il me semble évident de reconnaître qu'aujourd'hui, à l'inverse, il existe des échanges transnationaux de *savoir manifestant*<sup>53</sup> et qu'il est devenu possible de parler d'une formation et d'un *échange inter-familial* à ce niveau là. Dans ce cadre, aujourd'hui les militants d'*Antikapitalist* se préparent pour mener une action protestataire transnationale contre le prochain sommet de l'OTAN qui aura lieu à Istanbul en avril 2004. Et dans ce cas, les échanges et les mélanges de savoirs manifestants peuvent être réalisés à plusieurs niveaux : au niveau des idées politiques, des stratégies de l'action manifestante<sup>54</sup> et des formes d'action et des tactiques d'autodéfense des manifestants face à la violence policière. Il me semble important de souligner que ces opérations ne sont pas univoques. Dans l'exemple d'*Antikapitalist*, d'une part les militants importent l'agenda politique et les formes d'action de la mobilisation anti/altermondialiste, et d'autre part ils exportent leurs expériences de défense contre la violence policière. D'un certain point de vue, ils prennent pour modèle les mouvements anti/altermondialisation pour valider l'importation de nouvelles formes d'action collective, plus festives que les formes « classiques » et austères de la Turquie, ainsi que pour relativiser l'idée de discipline dans les cortèges. L'importance donnée aux banderoles et aux vêtements colorés, aux instruments de musique, aux costumes théâtraux, sont autant de moyens qui transforment les rues de Turquie à l'image de celles de Gênes et de Florence<sup>55</sup>. Ainsi les manifestations anti/altermondialisation deviennent une ressource pour remplacer la « discipline » par la « créativité » dans les cortèges. D'un autre point de vue, alors que les structures des opportunités politiques caractérisent les manifestations dans chaque pays, les lieux de rencontre transnationaux donnent aux militants d'*Antikapitalist* le moyen de partager leurs expériences sur la violence policière face à des actions protestataires nationales. Deux militants d'*Antikapitalist*, témoignent de cet *échange transnational* :

*« Ceren- La police a jeté des gaz lacrymogènes sur ceux qui se trouvaient à l'arrière du cortège qui commençaient à courir vers nous en état de panique. Pour empêcher la panique et l'écrasement, j'essayais de tranquilliser ceux qui couraient. Comme un grand nombre de personnes recevait du gaz lacrymogène pour la première fois, elles vivaient la panique de ne pas pouvoir respirer. J'empêchais ceux qui se lavaient leurs visages pour rendre*

<sup>52</sup> Je me réfère à Charles Tilly, qui souligne le caractère cumulatif du mouvement social. C. Tilly (1984).

<sup>53</sup> C. Tilly (1984 et 1986), M. Offerlé (1990), O. Fillieule (1997).

<sup>54</sup> O. Fillieule (1997).

<sup>55</sup> Pour un aperçu leur approche, voir le numéro spécial 'Anti- guerre' de l'*Antikapitalist* : *Antikapitalist Savas Karsiti Ozel Sayi*.

*inefficace l'effet du gaz. Dès lors, j'ai bien compris pourquoi le responsable du 'bloc rouge', Chris Bambery a dit 'ceux qui sont de Turquie ont l'habitude du gaz et de la matraque ; allez au devant des jeunes venant de l'Allemagne' <sup>56</sup>.*

*« Sercan- Les gaz lacrymogènes étaient partout. J'ai l'habitude. Nous nous avons tellement respiré ce gaz lors des manifestations de la KESK, que je sais très bien ce qui peut m'arriver. Une autre grenade tombe juste à côté de moi... Si je la jette par un coup de pied, où peut-elle aller ? C'est nous qui sommes partout. Je ne la touche pas et je m'éloigne... D'un coup, je remarque un camarade grec, un des responsables principaux du cortège. Il s'est gravement empoisonné par le gaz. Nous lui donnons du jus de citron et nous essayons de contrôler ses inspirations avec un tissu au vinaigre. Ainsi il reprend. Trois jeunes Italiens lavent leur visage. J'interviens immédiatement. Une petite queue se forme pour le citron et le vinaigre, tandis que les gaz lacrymogènes continuent à être lancés »<sup>57</sup>.*

En conclusion, il me semble que les mobilisations anti/altermondialisation sont à l'origine d'un échange transnational d'expériences et de savoirs entre les militants de divers pays. Ainsi, les villes de rassemblement des anti/altermondialistes deviennent les lieux où des idées politiques et des stratégies convergentes se rencontrent. A travers un passage de l'internationalisme au transnationalisme, elles permettent aux organisations des diverses « familles politiques » de se rassembler différemment qu'autrefois. Le cas d'*Antikapitalist* permet de soulever l'hypothèse d'une articulation entre les organisations anti/altermondialistes des pays dits « du Sud » qui passerait tout d'abord par les réseaux transnationaux dont elles font partie. Pourtant, il me semble que les structures des opportunités politiques de chaque pays peuvent faciliter cette articulation, mais qu'elles peuvent aussi l'empêcher : la distance prise par les organisations politiques de chaque pays vis-à-vis des motifs de l'anti/altermondialisation, le degré de leur radicalité, l'articulation des problèmes nationaux à l'international sont des exemples.

Cette communication s'est surtout attachée à l'analyse des dynamiques organisationnelles concernant l'intégration du national à l'international à travers le cas d'*Antikapitalist*. Cependant il ne faut pas pour autant négliger la gestion que les Etats font des mouvements sociaux. On pourrait se demander par exemple : si les politiques d'*Antikapitalist* étaient plus radicales, est-ce que ses militants pourraient agir librement au niveau national et/ou international ? Le champ de recherche reste ouvert sur ces questions.

---

<sup>56</sup> T. Uzun, p. 108.

<sup>57</sup> T. Uzun, p. 108, 110.



## SOURCES

## Bibliographie

BADIE, Bertrand, « L'analyse des partis politiques en monde musulman. La crise des paradigmes universels » dans Y. MENY, *Idéologies, partis politiques & groupes sociaux*, Presses de la FNSP, 1989, p. 271-287.

BEAUD, Michel, DOLLFUS, Olivier, et alii. (Gemdev), *Mondialisation. Les mots et les choses*, Karthala, 1999.

*Birikim*, n° 148, août 2001.

BOURDIEU, Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°145, décembre, 2002, p. 3-8.

CLIFF, Tony, *Trotskyism after Trotsky. The origins of the International Socialists*, Bookmarks, London, Chicago et Sidney, 1999, 95 pages.

CONTAMIN, Jean-Gabriel, *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : L'exemple de la pétition en France*, Thèse pour le doctorat en Science politique, sous la direction de Monsieur Le Professeur Michel Offerlé, décembre 2001.

DELLA PORTA, Donatella et REITER, Herbert, « Mouvement 'anti-mondialisation' et ordre public. L'exemple de Gênes », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 47, 2002, p.51- 77.

DEZALAY, Yves et GARTH Bryant G., *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, traduit de l'anglais par Laurence Devillairs et Sara Dezalay, éd. coll. Liber, 2002, 504 pages.

DOBRY, Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992.

ERDI LELANDAIS, Gülçin, *L'émergence d'un peuple - monde à Seattle : la genèse de la dynamique de la mobilisation du mouvement contre la mondialisation libérale*, mémoire en relations internationales, l'IEP, sous la direction de Didier Bigo, 2002, 143 pages.

FIGUERES, Léo, *Le trotskisme cet antiléninisme*, Editions Sociales, 1969, 257 pages.

FILLIEULE, Olivier, *Stratégie de la rue : les manifestations en France*, Presses de Sciences Po, 1997, 435 pages.

GROJEAN, Olivier, « L'engagement politique à distance », communication, Colloque SEI, Les solidarités transnationales, le 21-22 octobre 2003.

GUILHOT, Nicolas, « De la révolution permanente à l'anti-radicalisme : Les dynamiques de reconversion des néoconservateurs aux Etats-Unis », communication, VIIe congrès de l'Association française de science politique, table-ronde n° 4 : « La radicalisation politique », sous la direction de Annie Collovald et Brigitte Gaiti, 18-21 septembre, Lille.

JALLON, Hugues, « De la résistance à la dissidence : les voies étroites de la contestation globale », *Mouvements*, janvier -février 2003, dossier : Seattle, Florence, Porto Alegre. L'autre Mondialisation, la Découverte, p. 45-50.

KECK Margaret E. et SIKKINK Kathryn, « Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale », *Revue internationale des sciences sociales*, n°159, mars 1999, p. 97-110.

LACINER, Ömer, « Anti/Alternatif Kuresellesme (Anti/altermondialisation) », *Birikim*, no : 148, août 2001, p. 23-28.

LOSSON, Christian & QUINIO, Paul, *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Grasset & Fasquelle, 2002, 311 pages.

MENY, Yves, *Les politiques du mimétisme institutionnel : la greffe et le rejet*, Harmattan, 1993, 285 pages.

MESINI, Béatrice, « Entre diversité, solidarité et souveraineté des peuples, quelle(s) autre(s) mondialisation(s) ? », *Mots. Les langages du politique*, no : 71, mars 2003, p.85-101.

*Mots. Les langages du politique*, no : 71, mars 2003.

*Mouvements*, janvier -février 2003, dossier : Seattle, Florence, Porto Alegre. L'autre Mondialisation, La découverte, 176 pages.

OFFERLE, Michel, « Descendre dans la rue : de la 'journée' à la 'manif' », in FAVRE P. (dir.), *La Manifestation*, Presses de la FNSP, 1990, p.90-122.

OLSON, Mancur, *Logique de l'action collective*, PUF, 199 pages.

ONARAN, Ozlem, « Esperança : iradenin iyimserligi », *Radikal 2*, le 9 février 2003.

RAVENEL, Bernard, « Prendre en compte la dimension stratégique de la globalisation », *Mouvements*, janvier -février 2003, dossier : Seattle, Florence, Porto Alegre. L'autre Mondialisation, La découverte, p. 51-61.

SIMEANT, Johanna, « La violence d'un répertoire : Les sans-papiers en grève de la faim », dans P. Braud, *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, l'Harmattan, Coll. Cultures & Conflits, 1993, p. 315-338.

TARROW, Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures & Conflits*, Sociologie de l'Europe. Mobilisations, élites et configurations institutionnelles, n° 38-39, été - automne 2000, p. 187-223.

TARROW, Sidney, "States and Opportunities: the Political Structuring of Social Movements", dans D. McAdam et J.D. McCarthy, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge University Press, 1996.

THEVENOT, Laurent, « Faire entendre une voix. Régimes d'engagement dans les mouvements sociaux », *Mouvements*, n°3, mars- avril 1999, p. 73-82.

TILLY, Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986.

TILLY, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande Bretagne », *Vingtième Siècle*, no : 4, octobre 1984, p. 89-104.

UZUN, Türkan, *Cenova Günlü\_ü. Küresel Direni\_ : Antikapitalizm ve Sava\_*, Stüdyo Imge, octobre 2001, 237 pages.

WASSERMAN, Gilbert, « Porto Alegre 2002 : le Forum social mondial en cinquante et un mots clés », *Mouvements*, n° 20, mars - avril 2002, p. 100-110.

WILFRANG, G.L. & MCADAM, Doug, The Costs and Risks of Social Activism: A Study of Sanctuary Movement Activism », *Social Forces*, volume 69, n° 4, juin 1991, p. 987- 1010.

**JOURNAUX ET BROCHURES**

*Antikapitalist* Savas Karsiti Ozel Sayi.

HARMAN, Chris & CICEK, Sertu\_, *IMF, Dünya Bankası, Küreselle\_me ve Direni\_*, trad. Türkan Uzun, Antikapitalist Bro\_ür n° 2, Yön Matbaacılık, 2001, 24 pages.

**ENTRETIENS<sup>58</sup>**

Arda, homme, étudiant en communication, 20 ans, le 6 septembre 2003, Ankara.

Ceren, femme, institutrice, 40 ans, le 15, 16 juillet 2003 et le 20 août 2003, Ankara.

Gülay, femme, chômeuse, 27 ans, le 22 décembre 2002 et le 12 août 2003, Ankara.

Hidayet, homme, étudiant en philosophie, 25 ans, le 6 septembre 2003, Ankara.

Mesut, militant du IP, homme, le 18 août 2003, Ankara.

Nadir, homme, étudiant en physique, 21 ans, le 16 et 18 août 2003, Ankara.

Ömer, homme, ingénieur, 32 ans, le 16 août et le 16 septembre 2003, Ankara.

Sedat, avocat, homme, 33 ans, le 22 décembre 2002, Ankara.

Sercan, homme, chercheur à l'université en sociologie, 40 ans, le 16 juillet 2003, Ankara.

---

<sup>58</sup> Les noms des enquêtés ont été changés par l'auteur.